



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE VAUCLUSE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Bureau de l'Environnement
Et des Affaires Foncières

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
A l'arrêté préfectoral du 11 OCTOBRE 2002
Autorisant le GROUPEMENT PETROLIER DU PONTET
à exploiter un dépôt d'hydrocarbures
à Le Pontet

LE PREFET DE VAUCLUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement ;

VU le code de l'environnement dans sa partie législative, livre V, titre 1^{er} ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées annexée au décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU la circulaire du 9 novembre 1989 relative aux dépôts anciens de liquides inflammables ;

VU la circulaire du 6 mai 1999 relative à l'extinction des feux de liquides inflammables ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 autorisant le GROUPEMENT PETROLIER DU PONTET à exploiter un dépôt d'hydrocarbures liquides à Le Pontet ;

VU l'étude technico-économique concernant l'éventualité de dissocier la cuvette Nord en deux sous-cuvettes par la construction d'un mur de séparation conformément à la circulaire du 6 mai 1999, adressée par le Groupement Pétrolier du Pontet le 30 octobre 2002 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 21 janvier 2003 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 20 février 2003 ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Les dispositions de l'article 8.4.3 « ressource en mousse » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2002 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

Le dépôt devra avoir une réserve propre en émulseurs de classe 1 permettant de contenir un feu de la cuvette de la plus grande surface bac déduit pendant une heure. Simultanément à l'attaque de la mousse du feu, la protection des installations menacées dans un rayon de 50 m devra être assurée pendant une heure.

L'exploitant devra s'assurer de l'efficacité des liquides émulseurs utilisés en fonction des produits pétroliers présents sur le site.

La réserve d'émulseur de classe 1 d'au moins 39.000 l disponibles soit en réservoir fixe directement raccordé au réseau de prémélange, soit en conteneurs mobiles de 1.000 litres minimum.

Ces conteneurs devront être équipés d'un dispositif permettant d'alimenter facilement les canons mousses ou d'être branchés sur le réseau incendie de solution moussante.

Le dépôt devra être pourvu de moyens permettant d'accueillir et de redistribuer l'émulseur nécessaire, avec le minimum de manutention. Ils seront définis en accord avec les Services d'Incendie et de Secours.

Les bacs 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14 et 16 devront être équipés de boîtes à mousse avec commande à distance, qui seront déposées conformément au plan « Annexe B2 » du 22 novembre 1995.

Des déversoirs à mousse seront implantés en bordure des cuvettes de rétention conformément au plan « Application de la circulaire du 6 mai 1999 » annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le plan d'opération interne (POI) devra être modifié pour prendre en compte l'application de la circulaire du 6 mai 1999 dans un délai de quatre mois.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le maire de Le Pontet, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon le, 14 AVR 2003

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

Alain CARTON